



## Venezuela : clefs de la guerre non conventionnelle contre le Venezuela

par **Gustavo Borges Revilla**. Directeur de [misionverdad.com](http://misionverdad.com)  
et **Diego Sequera**. Rédacteur en Chef de [misionverdad.com](http://misionverdad.com)

Le Venezuela est un pays qui en ce moment même est assiégé. Sur ce pays sont appliquées de nouvelles méthodes de Guerre Non Conventionnelle conçues dans les laboratoires des services de renseignement des Etats-Unis et d'autres pays puissants. Dans l'immédiat, l'objectif est de chasser le chavisme du pouvoir. Par la suite, effacer tout exemple de participation massive du peuple à la politique. Faire disparaître le chavisme en tant que proposition de civilisation et l'enterrer en tant que précédent dans la région et ancrage éthique d'autres mouvements mondiaux.

Les différentes méthodes utilisées pour détruire tout signe de stabilité et de force du chavisme au Venezuela passent par les agressions financières, culturelles, énergétiques, économiques, alimentaires, politiques, militaires et morales.

A l'issue de ce document (20 mai), en une semaine se sont succédées 2 petites marches de l'opposition caractérisées par une faible participation et aussi par la mise en scène préméditée de foyers de « confrontation » face à une armée de caméras et de téléphones en liaison directe avec tous les médias des corporations mondiales (*The New York Times, The Washington Post, The Wall Street Journal, Bloomberg, The Economist, CNN, Fox News, NBC, etc.*).

La dernière de ces marches, mercredi 18 mai, s'est achevée par une tentative de lynchage par la technique du « *swarming* » contre une femme officier de la Police Nationale Bolivarienne par des provocateurs professionnels de guérilla urbaine, des étudiants abrutis et « *lumpen activo* ».

La même semaine, les grands médias les plus puissants de la planète (et 2 médias espagnols) ont augmenté leur harcèlement. Le regroupement des médias en cartels a unifié tous les arguments contre le Venezuela, ce qui indique indiscutablement l'entrée dans une nouvelle phase du processus de guerre non conventionnelle, de tenailles géopolitiques et de recherche de l'effondrement intérieur. Il y a eu 1 135 informations agressives de plus. Comme l'a dénoncé le Président, on met en évidence un saut qualitatif par rapport au modèle d'agression pré-existant. L'unique précédent d'un semblable harcèlement a été la Libye en 2011 et nous savons comment ça a fini.

Parallèlement, Álvaro Uribe demande une intervention militaire étrangère « qui protège l'opposition », José María Aznar parle de la nécessité urgente d'un « changement de régime », Joe Biden, déclare que le Venezuela continue à commettre de « graves violations des droits de l'homme », Federica Mogherini parle de « restrictions des libertés civiles » et John Kerry, en totale coordination, avoue depuis Washington « soutenir la Charte Démocratique de l'OEA contre le Venezuela ». Tout cela en moins de 30 jours. L'escalade dans la guerre contre le Venezuela a atteint son accélération maximale.

Le Venezuela est victime d'un scénario qui combine tous les éléments des nouvelles guerres. Les modalités d'agression augmentent l'affaiblissement et le chaos intérieur de différentes façons.

### **1. La guerre économique, les agressions financières et la crise induite.**

Ces 3 dernières années, le Venezuela a subi une falsification systématique de la vie économique, concertée entre différents agents et différents acteurs de l'environnement économique national et international. Les

attaques de plus grande envergure ont brisé la dynamique économique intérieure en provoquant une détérioration massive de la qualité de la vie de la population.

Les procédures utilisées pour perturber l'activité économique au Venezuela partent d'une conception inédite à facteurs multiples, utilise des agents puissants et de petits commerçants pour former une chaîne puissante qui agit sur plusieurs fronts :

- **Détournement de marchandises et spéculation** : De grands distributeurs détournement des produits de base vers le commerce illégal, de gros, de détail, vers des marchés de rues itinérants ou municipaux, des restaurants de luxe où les contrôles des prix ne sont pas effectués et la spéculation est supérieure à 2000%.
- **Simplification de la production de biens** : Utilisation des matières premières subventionnées par les dollars de l'Etat vénézuélien pour produire des marchandises de plus grande taille, ce qui provoquera la pénurie et fera qu'il y aura moins d'unités produites qui pourront être achetées.
- **Accaparement** : Garder des tonnes d'aliments et d'autres produits dans de grands hangars pour les vendre par des voies illégales à des prix exorbitants. Le but de la guerre économique contre le Venezuela est que les gens ne puissent pas acheter d'aliments.
- **Jeter et brûler des aliments** : 4 000 kg de poulet en état de décomposition ont été jetés par l'une des plus importantes chaînes de commerces au Venezuela, Hipermercados Occidente. Dans d'autres zones du pays, la même chose se répète : des chefs d'entreprises et des distributeurs laissent pourrir la nourriture.
- **Bachaqueo**: Mafias complices avec des distributeurs pour sortir de grandes quantités d'aliments des commerces pour ensuite les vendre à un prix 5 000 fois supérieur dans la rue, ce qui alimente l'inflation et empêche la population d'accéder à ces produits.
- **Fuite des capitaux et diminution des importations** : Le patronat vénézuélien (regroupé dans des organisations comme Fedecámaras et Consecomercio, les 2 principaux cartels économiques du pays) possède 30 000 millions de dollars déposés dans des banques hors du Venezuela. La quantité même de devises qui sont entrées dans le pays pour la vente du pétrole dans toute l'année 2015. Ces capitaux qui ne sont pas entrés dans l'économie vénézuélienne paralysent et font stagner la production des secteurs prioritaires pour la consommation de la population.

La guerre économique utilise divers procédés pour organiser la pénurie de produits de base et faire augmenter leurs prix. Son but est de provoquer constamment des queues et que de moins en moins de Vénézuéliens accèdent aux aliments. Ils cherchent à provoquer la faim et le désespoir soit à cause des prix élevés des produits soit à cause des pénuries. Tout cela uniquement pour anéantir le soutien du peuple et la légitimité politique du président Nicolás Maduro en en rendant responsable la gestion du gouvernement.

## **2. La guerre sur le territoire. Le para-militarisme, la guerre illégale et les bandes criminelles.**

Ces dernières années, le Venezuela a vu se créer des formations privées et illégales d'hommes armés et entraînés dans des buts politiques et militaires clairs. Il s'agit d'une armée paramilitaire qui a pris de l'ampleur en même temps que la crise économique induite et qui cherche à devenir une seule armée standardisée en établissant des alliances avec des bandes criminelles qui sont nées au Venezuela suite au déplacement des organisations d'autodéfense colombiennes et du trafic de drogues dont les membres de la direction ont été ensemble en prison. Un schéma très similaire à celui qui a été développé il y a à peine quelques années en Syrie et en Irak avec les « armées libres » qui luttent contre « le régime » et qui contrôlent le territoire en tant qu'autorité souveraine qui se nourrit des canaux stratégiques de circulation de la rente et du capital. Au Venezuela, ces armées reçoivent le soutien semi-public et voilé d'acteurs financiers et d'agents d'états étrangers qui obéissent à un ordre du jour qui favorise, évidemment, les puissances étrangères et les corporations de l'énergie et du pétrole.

Ces nouvelles armées et ces bandes criminelles utilisent des mécanismes sophistiqués pour exécuter leurs actions sur le territoire. Ils possèdent une logistique technologique comme des drones et des appareils pour intercepter les appels et des appareils d'intervention. Elles ont établi des réseaux de renseignement sur le territoire occupé et hors de celui-ci en s'infiltrant dans le tissu social des populations les plus pauvres. Et toutes ont le même ennemi commun, c'est à dire un but politique partagé : l'Etat vénézuélien et les corps de sécurité.

Il y a quelques semaines, les organismes de sécurité se sont affrontés et ont neutralisé, à quelques jours d'intervalle, 2 chefs de méga-bandes criminelles qui ont décrit ce dont on vient de parler.

- Il s'agit, d'un côté de José Antonio Tovar Colina, alias « El Pícaro » qui agissait depuis une position géostratégique sur le territoire vénézuélien. A quelques kilomètres du centre exact du pays, dans l'état le plus central de tous (Guárico), du sud d'Aragua (Barbacoas) jusqu'au nord de Guárico (El Sombrero). Cette méga-bande se plaçait au point de passage vers n'importe quelle direction avec des voies de grande importance à proximité.

Les médias d'internet et les médias papier de toujours ont fait un mythe d' « El Pícaro » et lui ont toujours accordé, ainsi qu'à ses crimes, un traitement privilégié. Il a joui d'une représentation privilégiée déguisée sous l'archétype de Robin des Bois (chéri par son peuple qui reçoit les généreux présents dont il a exproprié le mauvais gouvernement sans rappeler ses massacres et ses assassinats). Ses talents ont été surévalués au point de le rendre intouchable, il a été hissé jusqu'à l'Assemblée Nationale par l'actuelle majorité parlementaire. Il est sorti en bande célébrer la victoire de l'opposition aux élections du 6 décembre 2015.

- Trois jours après la mort de Tovar Colina a été abattu Jamilton Andrés Suárez Ulloa, alias « El Topo », près d'El Callao, dans la région minière du sud de l'état de Bolívar. El Topo, qui fut paramilitaire en Colombie dans sa jeunesse, fut le responsable direct d'un massacre perpétré contre un groupe de (17) mineurs dans cette zone. C'est un crime qui a bouleversé la nation et qui traîne avec lui un petit lot, mais lourd, de questions sur cette zone.

« El Topo » opérait sur un territoire stratégique au sud du Venezuela connu comme l'Arc Minier, une région de très importante richesse en minerais ouvertement convoitée par le courtage international. Et sa valeur stratégique est telle qu'aussi bien pour ses réserves que pour sa qualité à cause du kilatage des ressources en minerais, des experts envisagent la possibilité de faire un nouveau saut technologique à partir seulement de ce qui est déclaré jusqu'à présent comme existant sans être extrait de cette zone. Au delà de l'or, ce sont ce qu'on appelle les « minerais rares » (thorium, niobium, vanadium, coltan, -colombo et tantale etc...) et dans le cas particulier des gisements de diamants. Comme on le voit, autour de ces bandes criminelles rayonnent la géopolitique et l'intérêt déclaré et obscur pour la gestion directe des ressources très sensibles et d'intérêt global.

Si quelque chose rend clair le dossier Topo et le dossier Pícaro, c'est l'installation d'une avant-garde, d'un bras armé de l'ordre du jour néo-libéral dans sa tactique – et appliqué à d'autres pays – de terre brûlée. « Derrière les paramilitaires déplaçant les paysans, arrivent les transnationales de la palme africaine », signalait le commandant paramilitaire colombien Jorge Iván Laverde alias El Iguano (L'iguane) dans un récit de la triste histoire de la guerre colombienne.

La réponse de l'Etat à ces nouveaux mécanismes hybrides d'armées paramilitaires a été l'Opération de Libération et de Protection du Peuple (OLP). Ses résultats ont été démontrés (tous les jours, des dirigeants tombent et des bandes sont démantelées) et actuellement, cette opération subit une forte et coûteuse campagne de discrédit, de criminalisation qui engraisse le faux dossier de l'Etat qui a échoué alors que

précisément, il s'agit d'une opération qui renverse ces facteurs. Tout cela vient de médias et d'ONG financés par des organismes étrangers et des entités du Département d'Etat des Etats-Unis. La souveraineté du Venezuela est criminalisée.

### 3. La guerre médiatique, la propagande et les faux récits

1.315 notes négatives ont été écrites sur le Venezuela pendant ces 3 derniers mois seulement à Bogotá, Madrid et Miami. Des médias corporatifs de grande influence mondiale et régionale ont déployé une campagne féroce pour mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur d'une intervention internationale au Venezuela. Des conglomérats de médias corporatifs super puissants comme *The New York Times*, *The Washington Post*, *The Wall Street Journal*, *Bloomberg*, *The Economist* sont à l'origine des agressions systématiques contre le Venezuela, partant de là et reproduites à l'unisson par les autres médias d'Europe et d'Amérique Latine.

« Le Venezuela est la réponse à ce qui arriverait si un cartel de drogues économiquement analphabète prenait en charge un pays » écrivait le 19 mai de cette année Matt O'Brien, responsable de l'Amérique Latine au journal nord-américain *The Washington Post*, dans son dernier article. (Venezuela is on the brink of a complete economic collapse). Ce journaliste et de dizaines de ses collègues soutiennent leurs sentences avec des indices du fonds Monétaire International et d'autres organismes qui dépendent de lobbys politiques et financiers qui ont un grand intérêt au changement de régime ou au coup d'Etat au Venezuela, un pays qui possède les réserves de pétrole lourd et extra-lourd les plus importantes du monde et – je l'ai déjà dit – des réserves innombrables de minerais comme l'or et ce qu'on appelle les « minerais rares ».

Du côté de l'Europe, deux grands médias dirigent la fabrication des arguments, des faux récits, de la manipulation, demi-vérités, de la désinformation et des calomnies contre le Venezuela : *El País* (propriété de BNP Paribas, Bank of America et Deutsche Bank) et *ABC* (propriété des banques BBVA, Santander et Lazard). Le pic le plus haut de frénésie d'information (infofrénia) et de démence communicationnelle contre le Venezuela a été le 19 mai, jour où 74 informations dans les médias papier et digitaux les plus importants ont été publiées.

Et à ce niveau, la forme passe au second plan et on officialise (une fois de plus) l'utilisation systématique contre le Venezuela du principe de Renouveau de Goebbels: « Il faut diffuser constamment de nouvelles informations et de nouveaux arguments à un tel rythme que, quand l'adversaire répond, le public s'intéresse déjà à autre chose. Les réponses de l'adversaire ne doivent jamais pouvoir arrêter le niveau croissant des accusations ».

A l'intérieur, les médias traditionnels (*El Nacional*, 2001, Globovisión, etc.) et les nouveaux médias digitaux justifient quotidiennement le récit venu de l'étranger qui sert de plaque tournante aux groupes radicaux mobilisés et aux déclarations retentissantes des leaders médiocres des partis d'opposition.

Le but est que la population change de perception et le contrôle de l'esprit pour déplacer la responsabilité de la crise vers le gouvernement. Même si ces derniers mois, le récit s'est déplacé vers des auditeurs extérieures pour légitimer des actions internationales en installant 3 récits répétés jusqu'à l'indigestion dans le pays et à l'étranger : « Crise humanitaire », « Etat qui a échoué », « Intervention internationale ».

La criminalisation des corps de l'Armée et de la sécurité de l'Etat est une tâche essentielle du groupe de médias vénézuéliens liés à des secteurs du patronat très puissants.

Le contrôle permanent des dégâts que les journalistes et les médias offrent à des secteurs du paramilitarisme et aux bandes criminelles représente aussi quelque chose d'inédit au Venezuela. Ils protègent et transforment en mythe l'image de leaders criminels notoires, recherchés au Venezuela et par Interpol. El Picure, au moment où il a été abattu après des années de travail de renseignement, a eu un traitement privilégié sur internet et sur les réseaux sociaux des principaux médias qui ont fait une triste tentative pour minimiser les avancées efficaces des corps de sécurité de l'Etat face à ces structures criminelles et paramilitaires.

En plaçant des mots clefs stratégiques sur les réseaux sociaux et dans les premières pages des journaux comme « assassiné », ils ont mis en évidence la relation d'intérêt entre eux (les médias) et les bandes. Le but – pas tellement caché – passe par le fait d'étiqueter les corps de sécurité de l'Etat comme criminels et « assassins » pour grossir encore plus le faible schéma des violations des droits de l'homme. En effaçant ou en essayant d'effacer les éléments qui mettent en évidence (avec une évidence insupportable) l'état de guerre totale dans lequel se trouve le Venezuela. A n'importe quel prix, « El Picure » doit passer pour une victime même alors qu'il combattait avec des fusils, des grenades, des pistolets.

Faire de l'assassin une victime et porter atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la nation clôt le cercle des complicités évidentes entre les médias vénézuéliens, les nouvelles bandes criminelles et paramilitaires et les hommes politiques de l'opposition. Tous concentrés sur le même but : déloger le chavisme du pouvoir par n'importe quel moyen.

#### **4. La guerre non conventionnelles : « le sentiment commun » et l'anti-politique « constitutionnelle »**

Avec les nouvelles guerres, les conspirations, les complots obscurs des pouvoirs mondiaux, il arrive la même chose qu'avec une bactérie : tu peux croire qu'ils n'existent pas parce que tu ne « les vois pas » et cependant, ils feront leur travail et ses effets se verront. Le scepticisme aussi est un produit de l'industrie.

Les guerres d'aujourd'hui vont au-delà de tout le modèle conceptuel qui les définit en tant que telles pour s'aggraver dans les aspects qui, conventionnellement, pourraient être considérés comme « non militaires » en accaparant et en attaquant tous les cycles de l'activité de la société vénézuélienne depuis la panne de l'économie en passant par la création d'une névrose médiatique, l'installation permanente de phobie et de rejet du politique et de la politique, le profond épuisement de la vie quotidienne imposant des queues pour faire ses achats d'aliments et de médicaments. Tout cela définit parfaitement un cycle de déstabilisation et d'essais de nouvelles méthodes pour fondre depuis l'extérieur sur tout un pays.

La guerre non conventionnelle qui se met en place aujourd'hui même contre le Venezuela a pour objectif primaire le psychique, le physique, l'économique et le bien-être, c'est pourquoi ils réalisent de multiples actions de sabotage des services de base et fondamentaux (système électrique et eau) en plus de la paramilitarisation de la pègre. Tout cela ensemble installe par la force l'état qui a échoué dont parlent parallèlement ou ensuite les médias.

Moises Naim intitule un de ses articles écrit pour *El Nacional* le 15 mai 2016 « Venezuela : comment vivre dans un Etat qui a échoué ? »

Le Décret d'Obama et la proposition de Loi d'Amnistie et de Réconciliation Nationale de l'opposition à l'Assemblée Nationale projettent le même récit sous des angles différents en employant comme sources « d'information » les ONG habituelles qui, par de multiples manipulations, confirment l'image du Venezuela comme la nouvelle Serbie, comme la nouvelle Somalie, le nouvel Afghanistan, le nouvel Irak, la nouvelle Libye, la nouvelle Syrie.

Le Décret d'Obama couronne la version de l'occident qui donne son aval à la version de l'Etat paria-totalitaire-qui a échoué tandis que la Loi d'Amnistie cherche à nier et à annuler les responsabilités historiques concernant les crimes indiscutablement politiques du passé en commençant par le cycle de l'insurrection du 12 février 2014 qui est, précisément, le point de départ du Décret d'Obama.

Dans une dépêche interne de la CIA de 1967, on signale la nécessité d'étiqueter comme « théoriciens de la conspiration » pour les discréditer ceux qui dénoncent un certain nombre de choses qui effectivement, se rapprochent de faits de cet ordre.

Sur ce point, si on nie tout sans concéder un minimum de possibilités, cela obéit à 3 raisons : ou c'est l'aveuglement que produit le dogme politique et idéologique, ou on participe consciemment au processus de déstabilisation, ou on est suffisamment ignorant et endormi par les mécanismes d'aliénation sous toutes leurs formes.

## 5. Que faire ? Vérité et méthode contre le coup d'Etat accéléré et en marche.

Après avoir décrit totalement comment on a configuré l'opération géopolitique semi-secrète la plus étendue de la mémoire de la région (et probablement du monde) contre le Venezuela chaviste, on peut en tirer quelques conclusions bien venues qui fonctionnent comme des tips pour l'action. A savoir :

- **Risque, méthode et capacité d'imagination.** Les nouvelles méthodes employées contre des pays souverains par l'application des principes de la guerre non conventionnelle ont dépassé pour toujours les antidotes et les mécanismes traditionnels obsolètes des opérations similaires du passé. Le journalistique, l'académique, le dogmatique et le traditionnel sont passés directement dans l'histoire sans recyclage. On a besoin aujourd'hui de nouveaux niveaux d'audace qui rendent indéchiffrable la confrontation avec les super-pouvoirs des corporations. L'investigation par des sources ouvertes, la surestimation politique de ce qui semble sans importance, la capacité d'unir ce qui semble sans rapport et le risque de nommer ce qu'en temps de paix, certains pourraient taxer de théorie de la conspiration en constitue le premier pas. Parce que ces guerres sont des guerres qui ont pour cible centrale la population civile et, par conséquent, c'est l'affaire de tous.
- **Réception et résistance.** Tout fait politique, d'information tout message de la rue, toute réalisation linguistique, toute réalité qui devient citation une fois dite provient d'un locuteur conditionné. En tant que méthode efficace, lire tout et recevoir le contenu des grands médias sans aucun intermédiaire pour ensuite les démonter de façon critique. Et comme point de départ critique pour les démonter, Mision Verdad (Mission Vérité) a presque 4 ans d'analyse ininterrompue.
- « **Follow the money** » (**Suivez l'argent**). La lutte des classes ne s'arrête jamais. En unissant les points communs entre les acteurs politiques et le capital financier local et mondial, on développe une carte de relations qui signe très clairement les intérêts, les buts et les alliances du pouvoir contre le Venezuela et dans le reste du monde.
- **Le Venezuela et Globalistán.** Prémisse clef : comme la Syrie est le monde, le Venezuela l'est aussi. Que les conséquences de 3 ans de siège médiatique ne soient pas aussi visibles ne rend pas moins vrai le fait que si le Venezuela tombe, vous tomberez immédiatement et la contre-révolution oligarchique aura presque gagné.
- **Solidarité réelle, active et honnête.** Les actes symboliques et les manifestations de rue ne servent à rien si leur contenu n'est pas en accord absolu avec ce qui se passe au Venezuela et vice-versa.

La première ligne d'action de solidarité concerne strictement le domaine de la communication et doit être disciplinairement en accord pour arrêter les véritables effets du récit unique de l'ennemi.

- **La donnée correspondante.** Ce n'est pas un hasard si cet été, on voit une escalade inédite en Syrie, on choisit ce moment pour exécuter le coup d'Etat final au Venezuela et si l'Ukraine est définitivement fragmentée. Ce sont les 3 principaux mouvements que réalisera le labyrinthe de l'empire dans sa situation électorale inédite.
- **Idée préconçue.** Les lignes idéologiques non seulement ont été bouleversées mais elle sont été fracturées jusqu'à ce qu'elles deviennent un instrument qui agit contre les gouvernements populaires et les démocraties radicales. On se méfie du discours académique comme s'il s'agissait d'Hillary Clinton.



Tournée par Espagne, France, Allemagne, Belgique

23 mai au 8 juin 2016

Traduction de l'espagnol: Françoise Lopez

De l'Association SOLIDARITE BOLIVARIENNE